

Lundi (après-midi) 18 janvier 2016

Direction de la police et des affaires militaires**4 2015.RRGR.629 Motion 184-2015 Freudiger (Langenthal, UDC)
Procédure de naturalisation: exiger un extrait officiel du casier judiciaire**

N° de l'intervention: 184-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 09.06.2015
Déposée par: Freudiger (Langenthal, UDC) (porte-parole)
Gschwend-Pieren (Lyssach, UDC)
Hess (Berne, UDC)
Cosignataires: 20
N° d'ACE: 1371/2015 du 18 novembre 2015
Direction: POM

Procédure de naturalisation: exiger un extrait officiel du casier judiciaire

Le Conseil-exécutif est chargé de modifier comme suit l'ordonnance sur la naturalisation (ONat) et le Guide en matière de procédure de naturalisation (ISCB 1/121.1/1.1) :

1. Pour déterminer si un requérant a été condamné pour un crime par un jugement entré en force ou a été condamné par un jugement entré en force à une peine privative de liberté de deux ans au moins pour une infraction (art. 7, al. 3, lit. a ConstC), on se référera désormais à l'extrait officiel du casier judiciaire dans la procédure de naturalisation ordinaire.
2. Dans la procédure d'octroi du droit de cité communal (naturalisation ordinaire), les communes recevront dans la mesure du possible les informations figurant sur l'extrait officiel du casier judiciaire, afin de pouvoir contrôler le respect des conditions définies à l'article 7, alinéa 3, lettre a ConstC.
3. Les condamnations pour un crime et les peines privatives de liberté de deux ans au moins prononcées pour une infraction, qui figurent sur l'extrait officiel, sont des conditions exclusives du droit de cité.

Développement :

La Constitution cantonale prévoit à l'article 7, alinéa 3, lettre a que le droit de cité est notamment refusé à quiconque a été condamné pour un crime par un jugement entré en force ou à quiconque qui a été condamné par un jugement entré en force à une peine privative de liberté de deux ans au moins pour une infraction. Le Conseil national et le Conseil des Etats ont récemment accordé la garantie fédérale à cette nouvelle disposition de la Constitution cantonale. La disposition est dès lors conforme au droit fédéral.

Ce sont l'ONat et le Guide de la Direction de la police et des affaires militaires qui précisent les modalités d'application de cette disposition. Ce qui est déterminant, c'est de savoir s'il faut se référer à l'extrait du casier judiciaire destiné à des particuliers ou à l'extrait officiel (celui que prennent p. ex. en compte les autorités judiciaires) pour contrôler les antécédents judiciaires des requérants. L'extrait officiel est un meilleur indicateur de virginité judiciaire car les condamnations prononcées y restent inscrites plus longtemps. Or, le Guide se réfère actuellement uniquement à l'extrait du casier judiciaire destiné à des particuliers (cf. p. 18 s). Référence est faite à l'extrait officiel uniquement si le requérant a été condamné à une peine privative de liberté de plus de deux ans (cf. p. 19). Des peines aussi longues ne sont toutefois qu'exceptionnellement infligées. Ainsi, dans la plupart des cas, même si le requérant a été condamné pour un crime, c'est l'extrait destiné aux particuliers qui est déterminant.

Cette pratique n'est pas satisfaisante. On le voit notamment pour les condamnations prononcées avec sursis (ce qui, en vertu de l'art. 42 CP, est la règle, même pour les crimes). Or, un jugement qui prononce une peine avec sursis ou sursis partiel n'apparaît plus dans l'extrait du casier judiciaire lorsque le condamné a subi la mise à l'épreuve avec succès (art. 371, al. 3^{bis}CP), soit

au bout de deux à cinq ans, sachant qu'en pratique la durée mise à l'épreuve se situe plutôt dans le bas de la fourchette. D'après le Guide (p. 19), la demande de naturalisation pourra être traitée à l'expiration du délai d'épreuve et d'un délai supplémentaire de six mois.

L'extrait du casier judiciaire destiné aux particuliers ne permet donc pas réellement de déterminer si la personne a ou non été condamnée pour crime par un jugement entré en force. On ne saurait admettre qu'au bout de quelques années seulement, un criminel puisse se faire passer pour un requérant irréprochable et obtenir la naturalisation. La pratique actuelle est injuste à l'égard des requérants qui ont effectivement une excellente moralité, sans compter qu'elle n'est pas vraiment conforme à l'article 7, alinéa 3, lettre a ConstC.

Les peines prononcées avec sursis pour des crimes restent inscrites dans l'extrait officiel pendant dix ans à compter de l'entrée en force du jugement (art. 369, al. 3 CP). Il faudrait au moins se référer à l'extrait officiel pour apprécier les conditions d'admission au droit de cité cantonal et considérer les condamnations apparaissant dans l'extrait comme exclusives. Si c'est possible juridiquement, les informations en question devraient également pouvoir être communiquées aux communes.

Réponse du Conseil-exécutif

Le 20 juin 2014, les Chambres fédérales ont adopté la nouvelle loi sur la nationalité suisse (nLN). Le Conseil fédéral a prévu d'en préciser les dispositions dans une ordonnance d'exécution. En effet, jusqu'à présent, aucune disposition d'application n'avait jamais été édictée par la Confédération, ce qui laissait aux cantons une très grande marge de manœuvre. Il faut toutefois s'attendre à ce que l'ordonnance susmentionnée, une fois en vigueur, rende le droit fédéral bien plus exhaustif et précis en matière de naturalisation. Des réglementations contraignantes pour les cantons en ce qui concerne les critères d'intégration, notamment, sont à prévoir. Concrètement, celles-ci porteront par exemple sur les antécédents judiciaires des personnes candidates à la naturalisation. C'est ce que permet de conclure le projet du Conseil fédéral, mis en consultation à l'automne 2015. À l'heure actuelle, ni le droit d'application du Conseil fédéral, ni le moment de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions ne sont précisément connus.

La révision totale de la loi fédérale sur la nationalité oblige le canton de Berne à adapter sa loi du 9 septembre 1996 sur le droit de cité cantonal et le droit de cité communal (loi sur le droit de cité, LDC; RSB 121.1), l'ordonnance d'exécution et le Guide en matière de procédure de naturalisation. La Direction de la police et des affaires militaires a d'ores et déjà lancé les travaux de révision de la LDC. Ceux-ci ne pourront toutefois se poursuivre qu'une fois le contenu de l'ordonnance fédérale connu avec certitude. L'examen du respect de l'ordre et de la sécurité publics devra être réglé dans la LDC et ses dispositions d'application, le nouveau droit fédéral et l'article 7 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC; RSB 101.1) devant être respectés. Dans ce contexte, il faudra aussi déterminer les cas dans lesquels on devra se fonder sur l'extrait officiel du casier judiciaire, et ceux où l'extrait destiné aux particuliers suffira. D'autres questions de procédure, telles que l'ampleur de l'examen et la récolte d'informations par les communes, devront également être tranchées lors de la révision de la LDC et de son droit d'exécution.

Le Grand Conseil devrait se pencher sur la révision de la LDC en 2017. Ce sera l'occasion pour lui de débattre des questions soulevées dans la motion. À l'heure actuelle, il ne serait toutefois pas judicieux d'arrêter définitivement la nature de certains critères d'intégration, tels que le respect de l'ordre et de la sécurité publics. En effet, une réglementation cantonale au sujet des antécédents judiciaires pourrait même se retrouver contraire au droit fédéral, selon la tournure que prendra ce dernier.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil-exécutif propose l'adoption de la motion sous forme de postulat. Il tiendra alors compte des demandes formulées par ses auteurs au moment de réviser les bases légales cantonales.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption sous forme de postulat

Le président. Wir kommen zu Traktandum 4, der Motion Freudiger.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Es geht um den Strafregisterauszug bei Einbürgerungen. In Artikel 7 Absatz 3 der Kantonsverfassung ist festgelegt, dass nicht eingebürgert werden kann, wer wegen eines Verbrechens rechtskräftig verurteilt oder wegen eines Vergehens zu einer Freiheitsstrafe von mindestens zwei Jahren verurteilt worden ist. Ich gebe hier auch gerne zu, dass bereits vor der Annahme dieser Verfassungsänderung als Grundsatz im Einbürgerungsverfahren galt, dass man einen guten Leumund hat. Einen guten Leumund zu haben heisst, dass man nicht verurteilt wurde. Das bedeutet, dass die meisten Einbürgerungsbehörden dies schon vorher beherzigt haben.

Liebe Kolleginnen und Kollegen, bei dieser Motion geht es nicht auch nur ansatzweise darum, ein neues Einbürgerungshindernis zu schaffen. Ich will keine zusätzliche Voraussetzung. Diese Motion soll einzig gewährleisten, dass die Voraussetzungen, die wir heute in Gesetz und Rechtsprechung bereits haben, auch umgesetzt werden. Mit anderen Worten soll die Einbürgerungsbehörde die nötigen Dokumente haben, um überhaupt überprüfen zu können, ob eine Gesuchstellerin oder ein Gesuchsteller unbescholten ist. Als Beispiel nenne ich einen stossenden Fall, um zu zeigen, weshalb dieser Vorstoss entstanden ist. Die meisten Straftäter, namentlich als Ersttäter, erhalten ja bedingte Strafen. Bei den bedingten Strafen ist es so, dass man im Strafregisterauszug für Privatpersonen nach Ablauf der Probezeit nichts mehr sieht. Wenn Sie eine Probezeit von zwei Jahren haben, so sehen Sie nach zwei Jahren im Strafregisterauszug für Privatpersonen nichts mehr. Beim Auszug für Amtspersonen, also jenem, den auch Gerichte zur Hand nehmen, sieht man es – gemäss Artikel 369 StGB – immerhin noch während zehn Jahren. Wenn nun also ein Gesuchsteller zu einer bedingten Strafe verurteilt worden ist, bei einer Probezeit von zwei oder drei Jahren – das ist etwa der Normalfall – und die Einbürgerungsbehörde den Privatauszug bezieht, so sieht sie heute nach Ablauf der Probezeit von vielleicht drei Jahren, plus einem halben Jahr Karenzfrist, nichts mehr. Für die Einbürgerungsbehörde ist diese Person dann also jemand mit tadellosem Leumund. Und hier, liebe Kolleginnen und Kollegen, sagen wir, das sei falsch. Es ist nicht nur zu leicht für die verurteilte Person. Es ist auch falsch für diejenigen Gesuchstellerinnen und Gesuchsteller, die sich redlich darum bemühen, hier mit dem Gesetz in Einklang zu leben und die effektiv einen tadellosen Leumund haben.

Heute ist es aber eben so, dass die Einbürgerungsbehörden den Auszug für Privatpersonen nutzen müssen. So sieht es die Wegleitung des Kantons für die Einbürgerungsverfahren vor. Das bedeutet, die Gemeinden, als erste Einbürgerungsbehörden, sind heute eigentlich faktisch nur beschränkt in der Lage, wirklich beurteilen zu können, ob eine Person einen unbescholtenen Leumund hat. Wenn die Gemeinde geurteilt hat, kommt der Kanton an die Reihe. Er prüft in ganz, ganz seltenen Fällen den Auszug für Amtspersonen, nämlich dann, wenn eine Person zwei oder mehr Jahre Freiheitsstrafe erhalten hat. Wir alle wissen, das geschieht so gut wie nie. Wenn man also das gesamte System, Gemeinde und Kanton, betrachtet, so kommt es praktisch nie vor, dass der amtliche Auszug geprüft wird. Wir möchten, dass im Sinne der Transparenz – und auch, damit Gemeinden und Kanton die Aufgaben, die ihnen übertragen wurden, tatsächlich wahrnehmen können – grundsätzlich der amtliche Auszug, den auch die Gerichte einsehen, beigezogen wird. Auch möchten wir, dass dies bereits für die Gemeinden als Ersteinbürgerungsinstanzen gilt. Sonst haben Sie nämlich das Problem, dass die Gemeinde eine scheinbar gut beleumdete Person durchwinkt, dann merkt der Kanton, dass es nicht so ist, und dann muss man zurück auf Feld eins. Das ergibt viel Bürokratie. Deshalb sollen bereits diejenigen Behörden, die als erste prüfen, die ganze Einsicht haben.

Es stellt sich nun die Frage, ob man wandeln soll oder nicht. Diese Frage stellt man sich immer, wenn die Regierung die Annahme als Postulat empfiehlt. Ich möchte hier nicht bereits im Grundsatz ausschliessen, den Vorstoss zu wandeln. Es ist mir aber wichtig, erst die Diskussion anzuhören. Denn wenn es ginge, wäre es mir lieber, wenn der Vorstoss als Motion überwiesen würde. Dies namentlich weil das Anliegen dringend ist.

Le président. Wünschen die Mitmotionärin oder der Mitmotionär das Wort? – Das ist nicht der Fall, damit kommen wir zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern.

Monika Gygax-Böniger, Obersteckholz (PBD). Die Eidgenössischen Räte haben bereits im Jahr 2014 das neue Bürgerrechtsgesetz verabschiedet, und der Bundesrat wird aller Wahrscheinlichkeit nach auch für das Einbürgerungsverfahren konkretere und umfassendere Regelungen erlassen. Gerade in dem Bereich, in dem die Motion ansetzt, ist es aus Sicht der BDP wichtig und richtig, dass es künftig Regelungen gibt. Mit dem amtlichen Strafregisterauszug sollen Unterlagen zur Verfügung stehen, durch die jeder einzelne Kanton bzw. die Gemeinden in dieser heiklen Thematik die Prüfung, die Kontrolle und die Erwägungen zu einem Einbürgerungsgesuch einheitlich und vor allem – und das ist noch viel wichtiger – gestützt auf die tatsächlichen Verhältnisse vornehmen können. Die Informationen aus dem Strafregisterauszug für Private lassen es nicht zu, dass bei der Prüfung des Leumunds alles Wissenswerte und Nötige bekannt wird. So braucht es eben den amtlichen Strafregisterauszug, damit die Gemeinde die Einbürgerungsvoraussetzung im Zusammenhang mit dem Ruf und dem Ansehen eines Einbürgerungsgesuchstellers aussagekräftig, tatsächlich und genügend kontrollieren kann. Kurz gesagt, die BDP wird die Anliegen in diesem Fall grossmehrheitlich als Motion unterstützen. Sie erachtet dies auch als Signal, dass die Voraussetzungen eines guten Leumunds bei einem unbescholtenen und einbürgerungswürdigen Gesuchsteller insbesondere auch auf strafrechtlicher Ebene sehr genau festgestellt werden können müssen, weil diese Voraussetzungen für eine Einbürgerung wesentlich sind.

Christoph Grimm, Berthoud (pvl). Ob und in welchen Fällen künftig Einbürgerungswillige einen amtlichen Strafregisterauszug beibringen müssen, können wir wahrscheinlich nicht heute hier im Rat bestimmen. Die Regierung hat den Vorstoss klar und für uns nachvollziehbar beantwortet. Der Bund ist dabei, die Ausführungsverordnungen zum Einbürgerungsgesetz zu überarbeiten. Er wird die Fakten klären und auch für den Kanton konkrete, verbindliche Regelungen erlassen. Ich möchte zwei Artikel aus dem STGB zitieren. Artikel 42 Absatz 1 lautet: «Das Gericht schiebt den Vollzug einer Geldstrafe, von gemeinnütziger Arbeit oder einer Freiheitsstrafe von mindestens sechs Monaten und höchstens zwei Jahren in der Regel auf, wenn eine unbedingte Strafe nicht notwendig erscheint, um den Täter von der Begehung weiterer Verbrechen oder Vergehen abzuhalten.» In Artikel 45 STGB, geht es um die Bewährung: «Hat sich der Verurteilte bis zum Ablauf der Probezeit bewährt, so wird die aufgeschobene Strafe nicht mehr vollzogen.» Mit anderen Worten, die Strafe wird damit als gesühnt betrachtet.

Mit der Verschärfung dieser Regelung, wie sie die Motionäre wollen, muss dagegen jemand noch während bis zu zehn Jahren mit einem Nachteil rechnen aufgrund der Verfehlungen, die er einmal begangen hat. Die glp versteht natürlich, dass man dies gleichhalten sollte. Für uns ist aber auch wichtig, zu wissen, welche Überlegungen dahinter stehen, dass man einerseits dem oder der Einbürgerungswilligen den einen Auszug gibt, während man andererseits noch einen offiziellen Strafregisterauszug hat. Für die glp ist die Verhältnismässigkeit sehr wichtig. Es darf und kann doch nicht sein, dass jemand künftig zehn Jahre lang daran gehindert wird, Schweizerin oder Schweizer zu werden, weil sie oder er vielleicht – ich betone: vielleicht – eine Bagatelle begangen hat. Und das erscheint im Strafregisterauszug für Private nach zwei Jahren nicht mehr. Das kann uns allen passieren, liebe Leute, und – ich weiss es nicht – vielleicht würden ja dann viele von uns ausgebürgert. Es muss also abgeklärt werden, dass die Verhältnismässigkeit stimmt. Das ist uns sehr wichtig. Wir vermuten einfach hinter diesem Antrag, dass man versucht, Einbürgerungen nach einem solchen Vergehen von heute zwei, oder drei Jahren auf zehn Jahre hinauszuzögern. Dabei würden wir nicht mithelfen. Wir helfen hier also höchstens bei einem Postulat mit. Eine Motion würden wir ablehnen. Wir wollen, dass man dies anschaut, und die Regierung sagt, sie sei bereit, dies zu tun. Wir warten auf den Bund, und dann sehen wir weiter.

Hubert Klopfenstein, Zweisimmen (PLR). Die FDP hegt selbstverständlich grosse Sympathien für diesen Vorstoss. Auch dessen Begründung geht absolut in die richtige Richtung und entspricht der neuen Kantonsverfassung. Wie bereits gesagt wurde, ist effektiv der amtliche Strafregisterauszug massgebend im Rahmen einer Einbürgerung. Das entspricht auch dem Volkswillen. Insofern können wir den Vorstoss materiell unterstützen. Ich kann bestätigen, was Herr Freudiger gesagt hat. Herrn Grimm muss ich sagen: Auch wenn das zehn Jahre zurückgeht, ist das für uns absolut immer noch verhältnismässig. Ich sehe kein Problem darin, wenn man auf etwas längere Zeit zurückgreift und dadurch sieht, was diese «Pappenheimer» in unserem Land alles angestellt haben, wenn sie schon eingebürgert werden wollen. Allerdings argumentiert die Regierung aus formellen Gründen und sagt, es sei ja auf Kantons- und Bundesebene einiges in Gang, man solle noch zuwarten und könne dies dann im Jahr 2017 diskutieren. Es ist richtig, bisher entsprach es der

Praxis, bei einer vorgesehenen Gesetzesänderung zunächst einem Postulat zuzustimmen, um einen Wink zu geben oder die Stossrichtung anzuzeigen; das sei stufengerechter. In diesem Sinne hat die FDP heute Morgen beschlossen, eher ein Postulat zu unterstützen. Aber wenn der Motionär effektiv an der Motion festhält, kann ich hier im Namen der FDP sagen, dass wir auch eine Motion unterstützen könnten. So flexibel ist die FDP, wenn es um die richtige Sache geht.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Die vorliegende Motion fordert einen amtlichen Strafregisterauszug im Einbürgerungsverfahren. Für uns ist die Antwort des Regierungsrats sehr schlüssig und nachvollziehbar. Aufgrund der Revision des Bürgerrechtsgesetzes muss der Kanton auch sein Gesetz über die Kantons- und Gemeindeeinbürgerung anpassen. Nach der Antwort des Regierungsrats wird sich der Grosse Rat voraussichtlich schon im nächsten Jahr mit dieser Revision befassen. Deshalb sind wir klar der Meinung, es sei besser, zunächst abzuwarten, was auf Bundesebene definitiv gilt und erst auf diesen Zeitpunkt hin Änderungen auf Kantonsebene vorzunehmen. Wenn der Bund den Kantonen Änderungen vorgibt, so sollten wir hier aber auch keine schärferen Voraussetzungen einführen. Grundsätzlich ist es uns aber auch wichtig, festzuhalten, dass eine Person, die eine Straftat verbüsst, also abgesessen hat, nicht immer wieder dafür bestraft werden darf. Es ist Teil dieses Strafsystems, dass wenn eine Strafe abgesessen ist, diese auch einmal abgehakt werden sollte. Man darf einem Menschen, der in seinem Lebenslauf eine verbüsstete Strafe hat, dies nicht auch noch zwanzig Jahre lang nachtragen. Aus diesen Gründen lehnt die SP-JUSO-PSA-Fraktion diese Motion klar ab.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Wer in unserem Land das Privileg hat, die schweizerische Staatsbürgerschaft zu besitzen, kommt in den Genuss von weit gehenden Rechten und Pflichten. Es ist somit aus meiner Sicht normal, dass deren Erhalt an hohe Anforderungen geknüpft werden muss. In den letzten Jahren wurden viele Personen eingebürgert, denen unsere Werte oder unsere Rechtsordnung fremd bleiben. Auf die Dauer kann das unserem Rechtsstaat und dem Zusammenhalt nur schaden. Zu Recht verlangt Kollege Freudiger eine Anpassung der Einbürgerungsverordnung, damit die Gemeinden eine tadellose Einsicht erhalten für das Erlangen des Schweizer Bürgerrechts und um unserer Kantonsverfassung nachleben zu können. Einbürgerungsbehörden haben nämlich eine sehr grosse Verantwortung, und deshalb müssen sie auch genau informiert sein über sämtliche Straftaten der Gesuchsteller. Dies, damit auch bei Verurteilungen zu bedingt ausgesprochenen Strafen offene Transparenz besteht für die Einbürgerungsverantwortlichen. Die SVP verlangt hier, wie auch in anderen Bereichen, eine konsequente, transparente Einbürgerungspolitik, und dass Personen, die schwerwiegenderweise und wiederholt gegen unsere Gesetze verstossen, das Schweizer Bürgerrecht nicht erteilt wird. Der Regierungsrat hat erfreulicherweise Verständnis für das Anliegen der Motionäre. Er sagt, der Ermessensspielraum sei bei den Ausführungsbestimmungen sehr gross, und man erwarte ja sogar, dass das Bundesrecht nach dem Erlass auch bei Straffälligkeit von Einbürgerungswilligen Personen konkretere Regelungen trifft. Im Entwurf der Vernehmlassung hat man ja sogar darauf hingewiesen. Die Beachtung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung muss auf jeden Fall oberste Priorität haben bei den Einbürgerungen. Wir von der SVP-Fraktion sind klar der Meinung, dass sämtlichen verantwortlichen Prüfstellen von Einbürgerungen der amtliche Strafregisterauszug zur Einsicht zur Verfügung gestellt werden soll, und nicht nur der private Strafregisterauszug. Aus unserer Sicht dürfen wir jetzt nicht länger warten. Wir haben ja auch keine Gewähr, ob es dann nicht länger dauert als bis 2017. Die nötigen Anpassungen müssen uns vorgelegt werden. Wer sich in unserem Land und unserem Kanton an die Gesetze hält, hat ja bei einer Einbürgerung auch nichts zu befürchten und kann problemlos eingebürgert werden. Die SVP-Fraktion unterstützt einstimmig sowohl die Motion wie auch ein Postulat.

Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte). Bedingte Strafen werden in der Regel ausgesprochen, wenn es sich um einen Ersttäter handelt und daher eine unbedingte Strafe nicht als notwendig erscheint, um den Täter von weiteren Straftaten abzuhalten. Man geht davon aus, dass der Warnfinger der bedingten Strafe ausreichend sei. Zudem wird mit der bedingten Strafe meist eine Verbindungsbusse ausgesprochen, damit der Täter auch sofort etwas spürt von der Strafe. Der Unterschied zwischen dem amtlichen Strafregisterauszug und dem Auszug für Privatpersonen ist, dass die Einträge auf dem Auszug für Privatpersonen nach zwei Dritteln der Zeit entfernt werden, die für den amtlichen Auszug massgebend ist. Bedingte Strafen werden nach Ablauf der Probezeit entfernt, also wenn sich der Verurteilte bewährt hat.

Diese Regelung hat ihren Grund. Es gibt nämlich ein Recht auf Vergessen. Dieses fliesst aus dem Persönlichkeitsschutz gemäss Artikel 28 des Zivilgesetzbuches. Ein Straftäter wird aufgrund seines Verschuldens mit einer angemessenen Strafe gebüsst. Hat er seine Strafe verbüsst und ist während längerer Zeit nicht wieder straffällig geworden, oder ist die Probezeit bei einer bedingten Strafe verstrichen, soll der Täter eine zweite Chance erhalten, sich zu bewähren und nicht mehr Täter zu sein. Dabei ist unerheblich, ob er Ausländer oder Schweizer ist.

Aus diesem Grund will die grüne Fraktion, dass man bei Einbürgerungen weiterhin auf den privaten Strafregisterauszug abstellt. Dies entspricht dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit und verwirklicht den Anspruch auf Resozialisierung. Im Rahmen der Revision des kantonalen Gesetzes über das Kantons- und Gemeindebürgerrecht wird man sich an die bundesrechtlichen Vorgaben des Bürgerrechtsgesetzes und dessen Verordnungen halten müssen. Aus diesem Grund sehen wir keinen weitergehenden Handlungsbedarf. Die grüne Fraktion lehnt die Motion wie auch ein Postulat ab.

Patrick Gsteiger, Eschert (PEV). Vous avez déjà entendu beaucoup d'arguments favorables et défavorables à cette motion, donc je serai bref. Il est vrai que le canton a une grande marge de manoeuvre dans le domaine de la naturalisation, mais, comme le rappelle le Conseil-exécutif dans sa réponse, les Chambres fédérales ont adopté une nouvelle loi en 2014 qui obligera le Conseil fédéral à préciser la réglementation. Donc, la proposition des motionnaires pourra sans autre être débattue par notre parlement cantonal lorsque nous nous pencherons sur la révision des dispositions légales cantonales. Le parti évangélique est donc unanimement d'avis que la réglementation cantonale ne doit pas être discutée maintenant. Nous soutenons cependant le postulat.

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Als EDU-Fraktion wollen wir keine Querschläger einbürgern. Wir sind dafür, dass die Gemeinden die Möglichkeit erhalten, den amtlichen Strafregisterauszug bei den Einbürgerungen anzuwenden. Wir stimmen der Motion einstimmig zu.

Le président. Gibt es Einzelvoten aus dem Rat? – Das ist nicht der Fall.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Ich danke für die Diskussion. Wie bereits mehrfach hier am Rednerpult festgestellt wurde, hat sich die Regierung intensiv mit diesem Vorstoss befasst. Dies insbesondere vor dem Hintergrund, dass auf Bundesebene das entsprechende Bürgerrechtsgesetz diskutiert wird. Was Herr Grossrat Gsteiger soeben gesagt hat, ist richtig: Bisher hatten wir einen relativ grossen Ermessensspielraum, weil der Bund keine oder fast keine Ausführungsbestimmungen festgelegt hatte. Aber nun tut er dies eben. Im Herbst 2015 schickte der Bund einen Entwurf dieser Regelung in die Vernehmlassung. Wir werden sehen, wie die Antworten darauf ausfallen werden, und wie anschliessend der Bund auf diese Antworten reagieren wird. (*Der Präsident läutet die Glocke.*) Da wir wissen, dass wir nach der Revision des Bürgerrechtsgesetzes auf Bundesebene unser kantonales Bürgerrechtsgesetz anpassen müssen, halte ich es für sinnvoll, alle Vorstösse, die inhaltlich mit diesem Gesetz und seinen Anpassungen in Zusammenhang stehen, als Postulat entgegenzunehmen. Denn so können alle diese Elemente in die Vorbereitung der Revision dieses Gesetzes einfließen. Alle diese Argumente können dann wieder eingebracht werden. Die Regierung hielte es für falsch, wollte man in Kenntnis der Bestrebungen auf Bundesebene jetzt noch am bestehenden kantonalen Gesetz etwas ändern, beispielsweise in Bezug auf diese Strafregisterauszüge. Deshalb schlägt die Regierung dem Parlament vor, diesen Vorstoss als Postulat anzunehmen.

Patrick Freudiger, Langenthal (UDC). Ich bedanke mich bei allen für die gute Diskussion. Ich freue mich vor allem über den Sukkurs von verschiedensten Parteien; gerade auch seitens der bürgerlichen Parteien, die sogar mithelfen würden, eine Motion zu überweisen. Vielleicht noch Folgendes: Christoph Grimm, man muss aufpassen, dass man nichts vermischt. Du hast die Frage von bedingt-unbedingt mit der Frage des Strafregisterauszugs vermischt. Auf der einen Seite geht es darum, ob man die Strafe aufschiebt. Auf der andern Seite ist aber auch eine aufgeschobene Strafe eine Verurteilung, und dort muss man schauen, wie lange man diese noch gewichten möchte. Ich kann dich beruhigen: Wegen einer Bagatelle gibt es eben gar keinen Strafregistereintrag. Und selbst wenn man aufgrund sehr geringfügiger Delikte einen hätte, ist es ja nicht so, dass man das Gesuch deshalb zwingend ablehnen müsste. Ziffer 3 meiner Motion sagt

klar, welche Punkte zwingend zur Ablehnung führen müssten. Man muss hier also nicht quasi ein Recht auf Vergessen geltend machen.

Nun gut, Sie alle interessiert, ob ich den Vorstoss wandle oder nicht. Ich bin sehr unschlüssig. In vier Jahren, wenn ich etwas mehr Erfahrung haben werde, würde ich vielleicht anders entscheiden. Aber ich habe jetzt von Verschiedensten, bis hinein ins linke Lager, gehört, man würde mithelfen, ein Postulat zu unterstützen. Ich traue Herrn Regierungsrat Käser zu, dass er ein mit grosser Mehrheit überwiesenes Postulat auch als solches ernst nimmt, ihm das nötige Gewicht beimisst und dass dieses nicht irgendwo in einer Schublade verschwinden wird. Im Übrigen werden wir etwa in einem Jahr das Bürgerrechtsgesetz beraten. Müssten wir dann wieder erwarten feststellen, dass das Postulat doch in der Schublade gelandet ist, würden wir dann halt im Rahmen der Gesetzesberatung nochmals nachstossen. Aber ich habe – wie ich hoffe, nicht zu Unrecht – Vertrauen in den Grossen Rat und in die Regierung und erkläre deshalb, dass ich den Vorstoss in ein Postulat wandle.

Le président. Wir befinden demnach über ein Postulat. Wer dem Postulat zustimmen will, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption sous forme de postulat

Oui 106

Non 28

Abstentions 5

Le président. Sie haben das Postulat überwiesen.